

FEMMES DANS LES RÉVOLUTIONS RUSSES

L'auteure

Sophie PEREIRA,
historienne, chargée de
projets à l'Université des
Femmes.

Les femmes au départ des révolutions !

On le sait, lors de l'hiver 1916-17, l'insupportable misère précipite la révolution au sein de l'Empire russe.

Ce que l'on sait souvent moins, c'est que ce sont d'abord les ouvrières de plusieurs usines textiles et des ménagères défilant le 8 mars 1917 à Pétrograd (Saint-Petersbourg), à l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes, qui sont à l'origine d'un soulèvement populaire spontané, et voué à s'étendre largement.

Elles réclament du pain, le retour de leurs maris partis au front, la paix et la République... mais « il n'est alors pas venu à l'idée d'un seul travailleur que ce pourrait être le premier jour de la Révolution », rapporte d'ailleurs Trotsky lui-même dans *l'Histoire de la révolution russe*. Et pourtant !

Du textile, la grève s'étend à l'ensemble du prolétariat, et se transforme bientôt en insurrection, l'armée impériale ayant fraternisé avec les manifestant-e-s. Le Tsar abdique. Le gouvernement provisoire qui se forme accorde, dès le 20 juillet 1917, le droit de vote à tous les adultes de plus de 20 ans. Les femmes russes sont donc, juste après les Néo-Zélandaises et les Finlandaises, parmi les premières à se voir reconnaître ce droit.

Si la révolution de Février peut être qualifiée de spontanée, celle, plus connue, d'Octobre résulte d'une préparation minutieuse et est le fait de révolutionnaires professionnels s'appuyant sur des soldats et des matelots. Les femmes sont également présentes, tant à Pétrograd qu'à Moscou, pour la soutenir - ou s'y opposer. Si elles peuvent jouer un rôle parfois direct dans les opérations, elles sont cependant fortement sous-représentées dans les instances élues qui vont structurer le nouveau régime : sur les 4743 élus dans les assemblées des soviets de la région de Moscou, il n'y a que 259 femmes.

Du côté des adversaires des communistes (ou bolcheviks), un bataillon féminin composé d'intellectuelles, de bourgeoises, de nobles et d'ouvrières défend le palais d'Hiver, siège du gouvernement provisoire, lorsqu'il est pris d'assaut dans la nuit du 25 au 26 octobre...

Marxisme versus féminisme

Les bolcheviks sont avant tout des marxistes, et subordonnent l'émancipation des femmes à celle du prolétariat. En effet, pour les marxistes, l'oppression spécifique des femmes a ses origines dans la société de classes, et ne peut être éradiquée qu'avec la destruction de la propriété privée des moyens de production.

Pour eux, l'oppression des femmes est donc avant tout un motif supplémentaire de lutte contre le capitalisme ... mais cette analyse est parfois aussi un prétexte pour considérer l'émancipation des femmes comme secondaire par rapport à l'objectif principal – et même, le féminisme, comme une diversion petite-bourgeoise qui menace l'unité et pourrait affaiblir la lutte révolutionnaire¹.

¹ Comme dans les autres pays européens, un mouvement réclamant l'égalité des droits entre femmes et hommes existait en effet déjà en Russie depuis le 19^e siècle et avait obtenu quelques acquis.

En définitive, le marxisme est surtout en désaccord avec le féminisme sur la question de savoir où est la division principale dans la société : les féministes soutiennent que c'est entre hommes et femmes, tandis que pour les marxistes, la ligne se situe entre classes, autrement dit entre exploités et exploités-e-s.

Les mesures égalitaires prises par les communistes bolcheviks

Il n'en demeure pas moins que, parmi les premières mesures prises par les bolcheviks après octobre 1917, figurent d'audacieuses réformes qui, prises à la lettre, confèrent aux femmes soviétiques le statut le plus émancipé d'Europe.

Mentionnons d'abord l'octroi de droits sociaux (huit heures de travail par jour, garantie de conserver son emploi pendant sa grossesse et le premier âge de l'enfant), et de droits politiques similaires à ceux des hommes. Ensuite, un décret accorde automatiquement le divorce en cas de consentement mutuel, supprime la notion de culpabilité et la publicité du jugement. Les enfants, légitimes ou non, ont tous les mêmes droits. L'adultère comme l'homosexualité sont supprimés du code pénal.

Le code de la famille de 1918 complète ces mesures en établissant l'égalité absolue entre conjoints et dans leurs relations avec les enfants. Il garantit aux mères un congé de maternité et une protection au travail.

En 1920, l'avortement est autorisé sans restriction, gratuit, sur simple demande de la femme (il n'est nulle part ailleurs autorisé).

De plus, la révolution socialiste se donne notamment pour tâche de remplacer l'institution de la famille par des crèches, des cantines, des laveries, des soins médicaux gratuits, ... Toutes ces réformes totalement inédites traduisent la volonté de détruire le tsarisme, de rompre définitivement avec le passé, d'affranchir femmes, hommes et enfants. Du jamais vu !

La reconnaissance des droits des femmes se manifeste enfin par la présence au gouvernement d'Alexandra Kollontaï qui, en 1917, est la première femme de l'histoire contemporaine membre d'un gouvernement – son impulsion, ainsi que celle d'Inès Armand, amie et collaboratrice de Lénine, ne sont certes pas étrangère à l'œuvre législative remarquablement égalitaire de la république des soviets.

En septembre 1919 les bolcheviks créent le Jednotel, ou section féminine du Comité central, pour faire appliquer la loi, uniformiser le pays et accélérer l'intégration des femmes. D'abord dirigé par Inès Armand (1919-1920), puis par Alexandra Kollontaï, le Jednotel conseille, aide, règle des conflits professionnels et domestiques (pensions alimentaires par exemple), participe à la lutte contre la prostitution, etc.

Cependant, dès 1923, le Jednotel est accusé de 'déviacionisme féministe', puis supprimé en 1929, car on considère alors la « question des femmes » comme résolue ! Alexandra Kollontaï elle-même est finalement écartée du pouvoir, et envoyée comme ambassadrice en Suède, comme sanction de son opposition à Lénine.

D'autre part, toutes ces mesures égalitaires, ont été adoptées dans un contexte qui n'est guère propice à l'apprentissage de droits nouveaux et d'autres formes de relations sociales. Guerres et famines ont provoqué des hécatombes et des mouvements de migration massifs. En termes de rapports entre les sexes, elles se traduisent surtout par l'instabilité relationnelle et maritale, et par le refus massif des enfants.

En l'absence d'une politique de contraception et de régulation des naissances, avortements et abandons de nouveau-nés se multiplient, la natalité s'effondre ; on ne compte plus les cas d'infanticides et de meurtres d'épouses.

La législation familiale censée libérer les femmes se retourne donc largement contre elles et dans les faits, leur situation s'aggrave, surtout en ville. Par ailleurs, dans les campagnes, la paysannerie accueille mal le nouveau code de la famille : peu de femmes profitent des droits qui leur sont accordés.

L'URSS sous Staline : le triomphe de la « famille socialiste »

Seul au pouvoir à partir de 1929, Staline veut quant à lui transformer l'URSS en une puissance industrielle à un rythme accéléré. Pour cela, il impose la collectivisation de l'agriculture, la planification quinquennale et le développement de l'industrie lourde... et il a besoin des femmes

comme main d'œuvre ouvrière. Le régime exalte un nouveau type de femme : la travailleuse de choc libérée par ses réalisations professionnelles.

D'autre part, la construction du socialisme exige une société stable avec pour cellule de base la famille, forte et unie. Impératifs économiques et idéologiques se rejoignent donc cette fois pour engendrer un modèle dans lequel la famille nucléaire est réhabilitée. Gaspiller ses forces pour l'amour et le sexe, c'est désormais voler la révolution.

Les mères de famille sont glorifiées, et couvertes de médailles, si elles ont de nombreux enfants.

La restauration de la morale traditionnelle se traduit bientôt par une législation redevenue normative et répressive, dont le code de la famille de 1936 est le pilier. L'homosexualité est à nouveau criminalisée en 1934, l'autorité paternelle rétablie en 1935. Enfin, en juin 1936, l'avortement est interdit sauf pour raisons médicales. Les femmes expriment une vive opposition dans leur courrier aux journaux, invoquant notamment l'insuffisance de leurs salaires pour élever des enfants, mais rien n'y fait. En effet, la condition ouvrière se détériore.

Les femmes paieront aussi leur tribut à la répression et à la Grande Terreur. Au début des années 1950, elles constituent plus de 25% des détenus du Goulag. La majorité sont des veuves de guerre et des indigentes réduites à voler dans les champs des kolkhozes ou dans les ateliers d'usines.

Après la mort de Staline, le 5 mars 1953, la politique familiale redeviendra progressivement plus libérale.

Pour conclure...

Les communistes voulaient œuvrer à l'émergence d'un « homme nouveau » - et aussi, d'une « femme nouvelle ». Mais force est de constater que les rapports de genre n'ont, semble-t-il, pas autant évolué en faveur des femmes que ne permettaient de l'espérer les mesures novatrices prises par les bolcheviks, dans la foulée des révolutions qu'elles avaient pourtant soutenues de leurs efforts.

Pour en savoir plus

* Irène Jami, « L'expérience soviétique », dans Geneviève Dermenjian, Irène Jami, Annie Rouquier *et al.*, *La place des femmes dans l'histoire : une histoire mixte*, Paris, Editions Belin, 2011, p. 277-284.

* Françoise Navailh, « Le modèle soviétique », dans Georges Duby et Michelle Perrot, *Histoire des femmes en Occident*, vol. 5, *Le XX^e siècle*, Paris, Plon, 2002, p. 325-354.

* Alexandra Kollontaï, *Marxisme et révolution sexuelle*, Paris, F. Maspero, 1973, Paris, La Découverte, 2001.